



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services

Techniques

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure n°2025-GHT-STRAY-176

**Maintenance préventive et corrective, et prestations diverses relatives aux
onduleurs pour le GHT Touraine Val de Loire**

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

I - Identification de l'Acheteur public

I.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

I.2. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Stéphanie MOREAU**
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02 47 47 39 73
Courrier électronique : s.moreau@chu-tours.fr

CHRU de TOURS

Référent technique du dossier : **Lenaïck KERNEN**
Téléphone : 02 47 47 47 14
Courrier électronique : l.kernen@chu-tours.fr

CH de CHINONNAIS

Référent technique du dossier : **Thierry RICCETTI**
Téléphone : 02 47 93 61 17
Courrier électronique : t.riccetti@ch-chinon.fr

CH de LOCHES

Référent technique du dossier : **William JENNIN**
Téléphone : 02.47.91.33.29
Courrier électronique : william-jennin@ch-loches.fr

II - Caractéristiques des marchés

II.1. Objet du marché

Les présents marchés ont pour objet la maintenance préventive et corrective, et des fournitures et des prestations diverses relatives aux onduleurs pour :

- ✓ le CHRU de Tours
- ✓ les établissements du GHT suivants :
 - CH du Chinonais
 - CH Paul Martinais de Loches

Les périmètres des prestations attendues sont présentés dans les CCTP.

II.2. Description du marché

II.2.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 1	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

II.2.2. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

II.2.3. Forme des marchés

Les présents marchés sont des accords-cadres mono-attributaires s'exécutant par l'émission de bons de commande (articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

II.2.4. Montant maximum des marchés

N° de lot	Désignation du lot	Montant HT MAXIMUM sur la durée globale du marché
CH du Chinonais		
1	Maintenance préventive et corrective des onduleurs centraux du CH du Chinonais	10 000 €
CH Paul Martinais de Loches		
2	Maintenance préventive et corrective des onduleurs centraux sur les sites du CH Rives de l'Indre et Puygibault.	5 700 €
CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 4/25

CHRU de Tours		
3	Maintenance préventive et corrective des onduleurs de l'ensemble des sites du CHRU de Tours	500 000 €
4	Maintenance préventive et corrective des alimentations très basse tension de l'ensemble des sites du CHRU de Tours, les onduleurs des écoles et les sources d'éclairage centralisé du site de Trousseau	125 000 €

II.2.5. Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les codes :

- 50324200-4 Services de maintenance préventive

II.2.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 4 lots.

II.3. Durée du marché

Les marchés sont conclus du 01/01/2026 (ou de la date de notification si elle est postérieure) au 31/12/2026 puis est reconductible 3 fois pour 12 mois dans la limite totale de 48 mois.

Les titulaires ne pourront pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

II.4. Définition

Jours ouverts : du lundi au vendredi

Maintenance préventive : les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Maintenance corrective : la maintenance corrective a pour but de rétablir les fonctions d'un bien après la défaillance de celui-ci ou la dégradation de ses fonctions.

La maintenance corrective comprend :

- la localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- la remise en état avec ou sans modification ;
- le contrôle de bon fonctionnement.
-

Interventions hors forfait sont ainsi désignées :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet des présents marchés, telles que :
 - a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation
 - b) Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation
 - c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le Centre Hospitalier concerné déclare connaître et s'engage à faire respecter
 - d) Tout autre motif extérieur à l'usage de l'équipement défini dans l'offre du titulaire
2. Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché.
3. Les interventions effectuées à la demande du Centre Hospitalier concerné telles que :
 - a) Démonstrations diverses
 - c) Déplacements de matériels
 - d) Échange et réparation des accessoires
 - e) Adjonction de matériels d'autres origines.

II.5. Pièces contractuelles

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes dont
 - le bordereau de prix
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
- 3- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et leurs annexes
 - CCTP du lot n°1 (CH du Chinonais)
 - CCTP du lot n°2 (CH de Loches)
 - ✓ Annexe 1 : liste des onduleurs
 - ✓ Annexe 2 : délai de remise en ordre de marche
 - CCTP des lots n°03 et 04 et ses annexes (CHRU de Tours)
 - ✓ Annexe 01 - AUT 005_1 Convention de nommage des équipements
 - ✓ Annexe 02 - AUT 005_3 Dictionnaire des codes nommage
 - ✓ Annexe 03 - CFO 001_2 Annexe 1 - Procédure de consignation
 - ✓ Annexe 04 - CFO 001_1 Directive CFO applicable au CHRU de Tours
 - ✓ Annexe 05 – Lot 3 – Inventaire
 - ✓ Annexe 06 – Lot 3 – Fiche de renseignement
 - ✓ Annexe 07 – Lot 4 – Inventaire
 - ✓ Annexe 08 – Lot 4 – Fiche de renseignement
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 6/25
---------------	--	-----------

III - Prix et règlements

III.1. Forme des prix

Maintenance préventive :

Cette prestation est passé à prix forfaitaire annuel.

Maintenance corrective :

Cette prestation est passé à prix unitaires.

Les prix unitaires sont ceux de l'offre soit :

- le coût de main d'œuvre est appliqué aux heures exécutées conformément au rapport d'intervention fourni.
- les prix unitaires des pièces détachées sont appliqués aux quantités réellement livrées et application du coefficient appliqué aux pièces détachés selon les lots.

III.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CH concerné.

Les prix sont franco de port.

Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

Précision concernant le CH Chinonais pour le lot n°1

Les pièces de rechange nécessaires aux prestations d'entretien des équipements, d'un montant inférieur ou égal à **400 euros hors taxe** (prix d'achat entreprise) seront à la charge du titulaire.

Précision concernant les pièces pour le CHRU de Tours pour les lots n°3 et 4

Les pièces de rechange nécessaires aux prestations d'entretien des équipements, d'un montant inférieur ou égal à **200 euros hors taxe** (prix d'achat entreprise) seront à la charge du titulaire.

III.3. Modalités de révision des prix

III.3.1. Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mois de remise des offres soit **NOVEMBRE 2025**. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 (I_n / I_0)$$

$$P_n = 70\% \times (I_{CHT-IME_n} / I_{CHT-IME_0}) + 30\% \times (FSD_{2n} / FSD_{20})$$

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAY-176	Page 7/25
---------------	--	-----------

FSD2 : frais et services divers – Catégorie 2

ICHT-IME : Indice coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques

Pn = prix révisé HT

Po = prix initial HT

In : valeur du dernier index publié à la date de la révision

Io : valeur de l'index connue au mois Mo de remise des offres.

III.3.2. Périodicité de la révision

Les prix sont fermes du 01/01/2026, ou de la date de notification si postérieure, au 31/12/2026.

Les prix pourront être révisés 2 fois sur la durée du marché, selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : au plus tard le 01/12/2026 pour la période du 01/01/2027 au 31/12/2027
- 2^{ème} révision : au plus tard le 01/12/2027 pour la période du 01/01/2028 au 31/12/2028
- 3^{ème} révision : au plus tard le 01/12/2028 pour la période du 01/01/2029 au 31/12/2029

La demande de révision de prix est à l'initiative du titulaire.

La demande de révision est adressée à l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) et à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Lot	Etablissement	Adresse + contact
Tous	CHRU de Tours Tous les établissements du GHT	CHRU de Tours Direction du Patrimoine, du Biomédical et des services techniques <u>Mme MOREAU</u> 37044 Tours Cedex 9
1	CH Chinonais	CH CHINONNAIS Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles <u>Mme HUTTEAU</u> BP 248 – Route de Tours 37502 Chinon Cedex
2	CH de Paul Martinais (Loches)	CH de Paul Martinais Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles <u>Mme HANS</u> 1, rue Docteur Paul Martinais 37600 Loches

Au-delà du 1^{er} décembre de l'année n-1, aucune demande de révision ne sera acceptée, le cachet de la poste faisant foi.

Dans les 30 jours calendaires qui suivent la réception de la demande de révision, l'établissement support du GHT de Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec le Centre Hospitalier concerné informe les titulaires de sa réponse.

Le prix révisé ne pourra entrer en vigueur qu'après acceptation par le pouvoir adjudicateur.

III.3.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 1.5 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 1.5% l'établissement support du GHT de Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) et l'établissement concerné négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

III.3.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 5%.

III.4. Avances

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Il est demandé la constitution d'une garantie à première demande **portant sur la totalité du montant de l'avance.**

III.5. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits aux titulaires des marchés.

III.6. Acompte, règlement définitif et solde

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAY-176	Page 9/25
---------------	--	-----------

III.7. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture
-

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

Etablissement	SIRET	Code service	N° engagement
CHRU de Tours	263 700 189 000 16	à reprendre sur le bon de commande (exemple : PMTEC, PREST, RPHOT, STECH, STRAV)	à reprendre sur le bon de commande au format indiqué (année/ code service/ numéro de commande)
CH du Chinonais	263 703 910 001 78	03	à reprendre sur le bon de commande au format indiqué (numéro de commande)
CH de Loches	263 700 106 000 10	1000	à reprendre sur le bon de commande au format indiqué (année/ code service/ numéro de commande)
CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176		Page 10/25

III.8. Facturation

III.8.1. Facturation de la maintenance préventive :

Pour le CH du Chinonais lot n°1

Les prestations feront l'objet d'une facturation après réalisation de la visite de maintenance préventive.

Elle devra être obligatoirement accompagnée d'un bilan des interventions.

Pour les CH de Loches lot n°2

La facturation sera émise après réalisation de la visite de maintenance préventive.

La facture sera réglée sous réserve que la maintenance ait été réalisée, et que la facture soit accompagnée d'un rapport d'intervention signé.

Pour le CHRU de Tours lots n°3 à 4

La facturation est trimestrielle, la facture est payée à terme échu.

La facture sera réglée sous réserve de la bonne exécution de la maintenance.

III.8.2. Facturation de la maintenance corrective:

La facturation est émise à l'intervention après bonne exécution de la prestation.

Il est établi une facture par bon de commande, accompagnée du rapport d'intervention.

III.9. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date de réception du rapport d'intervention pour la maintenance ou de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

III.10. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

III.11. Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

IV - Exécution

IV.1. Évolution technique, technologique

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, le titulaire en informera par écrit l'établissement concerné et proposera un nouveau produit de substitution (proposition chiffrée). Cette information pourra emporter la résiliation du marché.

L'établissement concerné reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre le titulaire et l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours). Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché.

IV.2. Ruptures de pièces détachés du marché

IV.2.1. Ruptures ponctuelles d'une pièce détachée

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer une pièce détachée pour cause de rupture ponctuelle chez le fabricant, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution une pièce détachée pour validation à l'établissement concerné au minimum 7 jours ouvrés après l'émission du bon de commande

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord de l'établissement concerné et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

IV.2.2. Arrêt ou rupture définitive d'une pièce détachée

Dans le cas où une pièce détachée n'est plus commercialisée, le titulaire propose à l'établissement concerné un produit de remplacement sans modification de prix unitaire au minimum 3 jours ouvrés après l'émission du bon de commande correspondant.

Après accord avec l'établissement concerné, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) rédigera un avenant.

IV.3. Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande seront signés par un représentant du Centre hospitalier concerné

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT

IV.4. DELAI D'EXCUTION

IV.4.1. Maintenance sur site

Le délai d'exécution de chaque demande d'intervention court de la date de réception de la demande par le titulaire jusqu'à la date de remise en ordre de marche de l'équipement, même si celle-ci est postérieure à l'échéance des marchés.

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 13/25
---------------	--	------------

IV.4.2. Maintenance corrective

Après réception du bon de commande, le délai d'exécution de chaque demande d'intervention court à la réception du mail ou de l'appel téléphonique du référent technique du marché ou de l'agent d'astreinte de l'établissement concerné jusqu'à la date de remise en ordre de marche de l'équipement, même si celle-ci est postérieure à l'échéance des marchés.

IV.4.3. Fourniture de pièces détachées

Le délai d'exécution de chaque bon de commande court de la date d'envoi du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme des marchés.

IV.4.4. Délai de remise des documents

Le rapport d'intervention ponctuel doit être remis au plus tard 4 jours ouvrés après l'intervention.

Le rapport annuel doit être remis au plus tard 10 jours après la fin de l'année de maintenance (date anniversaire du contrat).

IV.5. EXECUTION DES PRESTATIONS DE SERVICE

IV.5.1. Équipements concernés par la maintenance

Le détail des équipements à maintenir connus à la date de rédaction du présent document est fourni dans les CCTP.

Les CCTP détaillent les références des équipements à maintenir et les quantités par référence.

Etablissement	Document + N° annexe
CH du Chinonais Lot 1	Article 1 du CCTP lot n°1
CH de Loches Lot 2	Annexe 1 du CCTP du lot n°2
CHRU de Tours Lots 3-4	Annexes 5 et 7 au CCTP lots n°3 à 4

Le parc d'équipements pourra être modifié par avenant en cours d'exécution du marché .

Une mise à jour de l'inventaire portant sur les ajouts et les retraits d'équipements pourrait intervenir, s'il y a lieu de le faire, sur la base d'une constatation contradictoire entre l'établissement concerné et le titulaire.

Ajout d'équipements identiques :

Les nouveaux équipements seront ajoutés à la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché à l'issue de leur période de garantie par avenant.

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 14/25
---------------	--	------------

Ajout d'équipements différents mais de même nature ou de même marque que ceux déjà couverts par le marché :

Le titulaire établira un devis selon le niveau de maintenance souhaité par l'établissement souhaité.

Les nouveaux équipements seront ajoutés à la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché par avenant.

Le montant de la prestation de maintenance sera calculé, pour la première année de mise en service, au prorata de la période comprise entre la date de fin de garantie et la date d'anniversaire du contrat.

Retrait d'équipements :

Les équipements réformés seront retirés de la liste des équipements maintenus dans le cadre du présent marché par avenant.

Le montant facturé tiendra compte de la date de réforme et de la période couverte par la facture.

IV.5.2. Dispositions générales pour la maintenance

Quelle que soit la nature de la maintenance, le titulaire doit :

- Vérifier si les équipements sont correctement utilisés.
- Aviser le responsable du service en cas de constat de mauvaise utilisation du matériel ou de mauvaise manipulation et le consigner par écrit sur le rapport d'intervention.
- S'assurer que ses techniciens intervenant dans les locaux de l'établissement concerné portent des tenues de protection adaptées à l'environnement, destinées à limiter l'influence de leur présence, et respectent les habitudes de travail dans le service.
- Établir un rapport d'intervention précisant toutes les actions menées et les contrôles effectués.

Les interventions ont lieu dans les conditions détaillées dans le CCTP soit :

Etablissement	Plages horaires d'intervention
CH du Chinonais	Du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
CH de Loches	Du lundi au vendredi de 8h00 à 16H00
CHRU de Tours	Du lundi au jeudi de 8h00 à 16H30 Vendredi 8h00 à 12h00

Le titulaire prend à sa charge l'enlèvement des pièces défectueuses.

Les composants soumis au marquage CE sont remplacés par des composants identiques ou compatibles. Toutes les pièces détachées doivent être neuves, en quantité suffisante et, dans la mesure du possible, certifiées d'origine.

IV.6. Transmission des documents (hors facture)

Tous les documents afférents à la maintenance tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention ou devis seront à transmettre systématiquement par courriel aux référents techniques et administrateurs de l'établissement concerné :

Etablissement	Référent technique	Chargé de commandes
CHRU de Tours	DPBST - Lenaïck KERNEN l.kernen@chu-tours.fr	DALATE - Charlène HOUARD c.houard@chu-tours.fr
CH du Chinonais	DTRTM – Thierry RICCETTI t.riccetti@ch-chinon.fr	DTRTM secrétariat serv.tech@ch-chinon.fr
CH de Loches	DTRTM – William JENNIN william-jennin@ch-loches.fr	DTRTM – Béatrice HANS beatrice-hans@ch-loches.fr

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant présent du CH concerné et par le technicien du titulaire du marché.

IV.7. Exécution des prestations visées au présent marché

Le niveau de maintenance exigé du marché est le suivant : maintenances préventive et corrective.

Les interventions auront lieu de jour comme de nuit, en semaine, le week-end et les jours fériés.

Il est demandé aux titulaires la mise en place d'une astreinte dont les moyens de déclenchement seront définis établissement par établissement en début de marché.

La traçabilité du déclenchement sera obligatoire.

Une permanence téléphonique devra être joignable 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et permettre la résolution de problèmes techniques mineurs.

En cas de difficultés majeures (pas de résolution possible par téléphone), l'intervention d'un ou plusieurs technicien(s) sera déclenchée via l'astreinte, dans les délais indiqués (en heures) dans les tableaux suivants :

N° de lot	Délai d'intervention du technicien	Délai de remise en ordre de marche
CH du Chinonais		
1	4 heures	8 heures
CH Paul Martinais de Loches		
2	4 heures	8 heures
CHRU de Tours		
3	≤4 heures	≤4 heures
4		

Les dispositions relatives aux types de maintenances exigées dans le cadre du présent marché figurent ci-après.

IV.7.1. Maintenance préventive

La périodicité des opérations de maintenances préventives est indiquée dans le CCTP du lot concerné.

Le forfait inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces détachées changées dans le cadre des interventions de maintenance préventive.

Le titulaire réalise le nombre de visites de maintenance préventive indiqué dans le CCTP ou dans l'offre du lot concerné.

A la date d'anniversaire du contrat, le titulaire transmettra par mail le calendrier des visites conformément au CCTP du lot concerné. Ce calendrier sera établi conjointement entre les titulaires et les référents techniques du Centre Hospitalier concerné.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 24 heures avant la date prévue.

Le calendrier des visites de maintenance sera établi selon les dates d'anniversaire du marché.

IV.7.2. Maintenance corrective sur demande, avec intervention sur site ou en atelier du titulaire

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées d'un commun accord entre le référent technique de l'établissement concerné selon les conditions prévues au CCTP du lot concerné :

- après un essai infructueux de remise en marche sur des indications téléphoniques du service après-vente des titulaires
- au fur et à mesure des envois de matériel

L'établissement concerné se réserve le droit de ne pas payer une facture émise sans n° de bon de commande.

Les délais d'intervention sont indiqués dans le CCTP du lot concerné.

Si intervention sur site :

Tout remplacement de pièces d'un montant supérieur à

- 400 € HT pour le CH du CHINONNAIS
- 500 € HT CH de Loches
- 200 € HT pour le CHRU de Tours

fera l'objet d'un devis qui devra mentionner :

- le numéro de bon de commande
- le numéro de nommage de l'équipement
- le type et le numéro de série du matériel objet du devis
- le diagnostic de la panne
- la désignation en français des pièces à remplacer

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 17/25
---------------	--	------------

- le coût HT des pièces
- la durée d'immobilisation prévue

Si intervention dans l'atelier du titulaire :

Un devis est établi systématiquement dans un délai maximal de 15 jours à compter de la date de réception du matériel par le titulaire.

Le devis doit mentionner :

- le numéro de bon de commande
- le type et le numéro de série du matériel objet du devis
- le diagnostic de la panne
- les actions prévues
- la désignation en français des pièces à remplacer
- la durée d'immobilisation prévue

L'adresse d'envoi des matériels est spécifiée par le titulaire dans son offre.

Le devis sera transmis par mail conformément à l'article IV.6 du présent CCAP.

Aucune réparation ne devra être engagée par les titulaires avant l'accord et un bon de commande du centre Hospitalier concerné.

IV.8. Opérations et décisions de vérification

IV.8.1. Constatation de l'exécution des prestations de maintenance

Toute intervention donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans les présents marchés ont été effectuées , et signale les interventions effectuées sur l'initiative de son personnel.

Le document comporte des observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention.

Le rapport doit être transmis à l'établissement concerné conformément à l'article IV.7. du présent CCAP. Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant présent du Centre Hospitalier concerné et par le technicien du titulaire du marché et être transmis au Centre Hospitalier concerné

a- Maintenance préventive annuelle :

Le rapport d'intervention doit être établi par le technicien du titulaire et indiquer, en langue française :

- le nom du site et le bâtiment où a eu lieu l'intervention + nommage
- le nom du technicien ayant effectué la visite
- la date, l'heure et la durée de l'intervention
- la marque, le type et le nom usuel de l'appareil
- le n° de série et le n° d'inventaire interne au CHRU de l'ensemble des matériels, objet de la visite
- l'objet de l'intervention

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 18/25
---------------	--	------------

- les actions menées
- les contrôles effectués
- le niveau d'usure des pièces (le cas échéant)
- si une maintenance corrective est nécessaire compte tenu du niveau d'usure des pièces, et dans quel délai

Il sera joint au rapport d'intervention, les documents attestant que les vérifications prévues au CCTP du lot concerné ont été réalisées (liste de contrôles et résultats des mesures).

b- Maintenance corrective:

Le rapport d'intervention doit être établi par le technicien des titulaires et indiquer, en langue française

- Le nom du site et le bâtiment où a eu lieu l'intervention + nommage
 - le nom du technicien ayant effectué la réparation
 - la date, l'heure et la durée de l'intervention
 - la marque, le type et le nom usuel de l'appareil
 - le n° de série et le n° d'inventaire interne au CHRU de l'équipement objet de la réparation
 - l'objet de l'intervention
 - les actions menées
 - les contrôles effectués
 - la référence et la désignation des pièces changées
 - pour les interventions en atelier du titulaire ou hors forfait, le numéro du bon de commande

c- Vérifications quantitatives/qualitatives relatives aux pièces détachées, accessoires et consommables

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, les titulaires s'engagent à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, les titulaires s'engagent à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

Le Centre Hospitalier concerné dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation du Centre Hospitalier concerné dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis.

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

IV.8.2. Etat des lieux de fin de marché

Le CCTP du lot concerné indique que lors de la dernière année du marché, un état des lieux et le procès-verbal d'un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations sont dressés contradictoirement

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 19/25
---------------	--	------------

Si des réparations sont nécessaires, le paiement et la dernière échéance du marché sont différés jusqu'à la réalisation des travaux d'entretien et de remise en état incombant au titulaire.

Si les réparations ne sont pas réalisées suite à deux relances écrites alors l'article V.3 du CCAP s'applique.

IV.9. Propriété intellectuelle

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

IV.10. Garantie

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

Elle est de 12 mois pour les interventions de maintenance et les pièces remplacées.

IV.11. Exécution complémentaire

Conformément aux articles R2122-4 (*fournitures*) et R2122-7 (*services, travaux*) du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

IV.12. Sous-traitance

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

IV.13. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours et le Centre Hospitalier concerné, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu par le Centre Hospitalier concerné tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

IV.14. Assurance

Les titulaires déclarent avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Les titulaires s'engagent à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Les titulaires s'engagent à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours ou le Centre Hospitalier concerné en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

IV.15. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 21/25
---------------	--	------------

V - Différends et litiges

V.1. Pénalités

V.1.1. Définitions du délai contractuel

Maintenance préventive :

La non-exécution de tout ou parties des prestations demandées au CCTP.

Maintenance corrective :

Le délai de remise en ordre de marche doit être aussi réduit que possible, afin de minimiser la gêne occasionnée dans le fonctionnement de l'établissement.

Les délais contractuels sont définis à l'article IV.7 du CCAP et dans le CCTP du lot concerné.

Le délai d'intervention sur site débute à la date et l'heure de réception de l'appel par le titulaire (ou transmission du bon de commande) pour s'achever date et l'heure de remise en service du matériel.

Les délais sont fixés à l'article IV.7 du CCAP et dans le CCTP du lot concerné avec/sans des niveaux d'urgence.

La durée d'intervention débute à la date et l'heure d'arrivée du technicien sur place pour s'achever à la date et l'heure de remise en service du matériel.

Le délai de remise en ordre de marche est égal à la somme du délai d'intervention et de la durée d'intervention.

Le délai de livraison des pièces détachées est celui sur lequel le candidat s'engage dans son offre.

V.1.2. Exigibilité des pénalités

Les pénalités dues par les titulaires sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature (mauvaise exécution ou autre litige d'exécution).

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Centre Hospitalier concerné ou en cas de manquement du Centre Hospitalier concerné à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

V.1.3. Calcul des pénalités de retard d'exécution

Maintenance préventive :

En cas de non-exécution de tout ou partie de la visite périodique, une pénalité fixe de

- Pour le CH CHINON: 500 € HT par semestre
- Pour le CH Loches : 200 € HT par année

- **Pour le CHRU de Tours**

- **Lot n°3 : 500 € HT par équipement concerné** (équipements listés dans le BPU)
- **Lot n°4 : 50 € HT par équipement concerné** (équipements listés dans le BPU)

Maintenance corrective :

En cas de non-respect du délai de remise en ordre de marche entraînant une indisponibilité de l'équipement concerné, une pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable si les délais du CCTP du lot concerné ne sont pas respectés.

Le Centre Hospitalier concerné précisera, lors de son appel téléphonique au titulaire de des lot concerné, si sa sollicitation de maintenance corrective est urgente ou non urgente.

Le montant des pénalités **sur le retard de la prise en compte de l'intervention** est défini de la façon suivante :

- maintenance corrective urgente : **50 € HT par heure de retard (toute heure commencée est dû)**
- maintenance corrective non urgente : **50 € HT par jour de retard.**

Le montant des pénalités **sur le retard du délai d'intervention** est défini de la façon suivante :

- maintenance corrective urgente : **50 € HT par heure de retard (toute heure commencée est dû)**
- maintenance corrective non urgente : **50 € HT par jour de retard.**

Livraison des pièces détachées, accessoires et consommables

En cas de non livraison à la date indiquée lors de la commande ou à celle reconduite avec l'accord du Centre Hospitalier concerné, il sera appliqué aux titulaires une pénalité de **20 € HT par jour ouvré de retard.**

Remise de document (rapport d'intervention, rapport annuel, ...)

Si les délais de l'article IV.4 du CCAP ne sont pas respecté, des pénalités de retard sont éligibles en cas de retard dans la communication des documents et rapport exigés au CCTP du lot concerné. Une pénalité de **20 € HT par jour ouvré** de retard sera appliquée.

Pénalité pour l'arrêt d'activités du CHRU de Tours

En cas d'indisponibilité des installations (toutes ou partie) au-delà du délai de remise en ordre de marche contractuelle du lot concerné, il sera fait application immédiate d'une **pénalité forfaitaire de 1 000 € HT.**

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

V.2. Résiliation du marché

V.2.1. Motifs de résiliation

L'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec Centre Hospitalier concerné peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec Centre Hospitalier concerné pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque les titulaires ne seront plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec Centre Hospitalier concerné pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par les titulaires dépassent le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

V.2.2. Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

V.3. Exécution aux frais et risques du titulaire

V.3.1. En cas de rupture d'approvisionnement ou non-exécution en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où les titulaires seront dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec Centre Hospitalier concerné se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par les titulaires défaillants. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas aux titulaires défaillants.

Dans ce cas, les titulaires des marchés sont tenus d'informer par écrit le Centre Hospitalier concerné de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec Centre Hospitalier concerné ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez les autres fournisseurs, et les titulaires des marchés en supporteront les conséquences financières.

V.3.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement support du GHT Touraine Val de Loire (CHRU de Tours) en accord avec

CHRU de Tours	CCAP – Procédure n° 2025-GHT-STRAV-176	Page 24/25
---------------	--	------------

Centre Hospitalier concerné se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par les titulaires défallants.

V.4. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VI - Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article II.3	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article V.1	Article 14	Pénalités
Article V.2	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article V.2.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article V.3	Article 45	Exécution aux frais et risques